

Éric Fournié «on veut démanteler un système qui a fait ses preuves depuis 60 ans !»

Sport - Omnisports. Interview



Conseiller d'animation sportive à la DDCSPP à Agen mais également responsable syndical, le Villeneuvois Eric Fournié est inquiet pour sa profession et le fait savoir. / Photo DDM, P.B.

Ancien pongiste de haut niveau, le Villeneuvois Eric Fournié, 53 ans, voulait réagir à la lettre de cadrage de Matignon, cet été, sur la réforme de gouvernance du sport. S'il est conseiller d'animation sportive au sein de la Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP), c'est surtout en sa qualité de syndicat régional qu'il veut faire entendre sa voix.

Quelles sont exactement vos missions au sein de la DDCSPP à Agen ?

Aujourd'hui, j'interviens surtout en tant que syndicat régional du SNAP (syndicat national des activités physiques et sportives) et je suis aussi représentant du personnel pour l'UNSA (Union nationale des syndicats autonome) de la Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP) qui est un service déconcentré de l'Etat pour le Lot-et-Garonne. Personnellement, je fais partie plus particulièrement du service des sports de cette DDCSPP. Mes missions consistent à mettre en œuvre et à promouvoir les politiques publiques sportives en matière de sport, l'emploi sportif, l'apprentissage, le sport santé bien-être, l'accessibilité du sport à tous les publics, la féminisation dans le sport, la citoyenneté et la lutte contre les incivilités. Nous intervenons aussi dans les formations d'éducateurs sportifs ainsi que dans la réglementation sportive.

Dans une lettre de cadrage cet été, Matignon a indiqué la suppression de 1 600 postes dans le ministère des Sports d'ici 2022. Quelle est votre réaction ?

C'est vrai que le contexte national est particulièrement dangereux pour le ministère des Sports. 1 600 postes, c'est plus de 50 % des effectifs totaux du ministère des Sports ! Lorsqu'on parle de cadres techniques sportifs, c'est un corps auquel j'appartiens qui est celui des profs de sports se divisant en plusieurs sous-catégories, les cadres techniques sportifs, les conseillers d'animations sportives dont je fais partie aujourd'hui et qui œuvrent sur le territoire auprès des associations locales. Il faut savoir que sur le département, on dénombre plus de 1 200 associations sportives que nous essayons d'aider avec nos moyens actuels.

Justement, lors d'une récente assemblée générale du PPCV, vous faisiez apparaître un manque de moyens de vos services déconcentrés de l'Etat ?

Avec les restrictions budgétaires, nos moyens sont réduits depuis quelques années pour développer le sport lot-et-garonnais. Il y a eu aussi la fin des emplois aidés pour les associations qui se servaient de ce dispositif pour pouvoir former des jeunes, sans oublier la réduction du financement du centre national pour le développement du sport (CNDS) qui est en baisse depuis 3 ou 4 ans. En parallèle de ce contexte national un peu difficile, le ministère affiche des objectifs ambitieux, voulant trois millions de pratiquants supplémentaires à l'horizon 2022 et doubler les médailles aux J-0 en 2024, en France. On voit donc un petit peu l'incohérence entre les moyens et les objectifs. Quand je suis arrivé en 2008 à Agen, nous étions 5 profs de sports, aujourd'hui nous ne sommes plus que 2. Nous n'avons plus la même visibilité auprès du grand public et la même efficacité au niveau du tissu associatif. On est en train de démanteler un système qui a fait ses preuves depuis 60 ans.

Aujourd'hui, il n'y a pas un champion qui n'est pas passé entre les mains d'un cadre technique sportif. Et puis grâce aux crédits du CNDS, certains budgets ont pu être bouclés et ont permis la réalisation d'équipements dans notre département. Je pense à la piscine de Malbentre dans le grand Villeneuvois, à la piste d'athlétisme de Marmande ou à la rénovation du Stadium d'Agen. C'est vraiment du concret et pas du blabla !

On sent de l'inquiétude et un certain malaise dans votre activité professionnelle mais dans une récente intervention, la nouvelle ministre des Sports, Roxana Maracineanu, s'était pourtant voulu rassurante ?

Je pense que la nouvelle ministre des Sports a de bonnes intentions de voir ce qu'il est possible de faire dans un contexte hyperdifficile. Mais on peut avoir des doutes sur son influence par rapport à la machine politique qui ne résonne que par économie. Je le répète, on est en train de détruire un système qui était flexible et efficace depuis 60 ans !

Propos recueillis par Philippe Bertin